



La Syrie cible de tentatives de déstabilisation

Par [Oussama Charabeh](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2011

[silviacattori.net](#) 1 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Oussama Charabeh, Franco-syrien spécialisé en finance de marché est un observateur attentif des événements du Proche-Orient. Il y vit depuis plusieurs années après 23 ans passés à Paris. Sa connaissance à la fois de la France et de la Syrie et les trois derniers mois qu'il vient de passer dans ce dernier pays lui permettent de jeter un regard critique sur les informations présentées à ce sujet par les médias, informations dont le but manifeste est de manipuler l'opinion des Français et fabriquer un consensus artificiel contre le régime syrien, étape décisive sur la voie d'une intervention militaire. À côté des Américains et des Européens, Oussama Charabeh pointe le jeu dangereux d'une Turquie qu'on a cru peut-être un peu vite détachée de l'alliance avec Washington et Tel Aviv.



Une alliance rejetée par la grande majorité des Turcs, mais quid de M. Erdogan ?

Le colonialisme des siècles passés a toujours eu pour but la domination économique par le contrôle des matières stratégiques, les XXème et XXIème siècles ne connaissent qu'une seule matière stratégique : le pétrole, qui est abondant au Moyen-Orient. Mais il n'est plus acceptable aujourd'hui de coloniser, non pas parce que les dirigeants des ex-colonies sont devenus plus humanistes mais parce qu'ils tomberaient instantanément devant la pression de leurs peuples.

Le colonialisme doit donc se moderniser et revêtir un costume plus coloré et plus doux pour obtenir le même résultat : ce costume à la mode ce seront la démocratisation des pays du tiers monde, les droits de l'homme ou tout prétexte suffisamment noble en apparence. Le garant des intérêts stratégiques des USA au Moyen-Orient c'est Israël et il est tout simplement interdit à qui que ce soit d'avoir les moyens de s'opposer à ce pays même s'il occupe nos territoires et tue nos peuples. Tout État qui résiste à Israël ou qui a les moyens de lui résister est donc un danger qui doit être écarté soit par intervention directe sous

prétexte humanitaire comme en Libye, soit par un renversement de l'intérieur.

La Syrie s'inscrit dans ce schéma et, à cause de ses positions hostiles aux ambitions impérialistes et coloniales d'Israël, n'a jamais été appréciée par les administrations américaines et leurs alliés. La Syrie a toujours été la cible de tentatives de déstabilisation par l'extérieur et pendant les dix dernières années ces tentatives ont été régulières et répétées, surtout depuis le refus d'Assad de l'invasion de l'Irak et son soutien affiché à toutes les résistances de la région. En 2004, l'assassinat du Premier ministre libanais, dont la Syrie fut aussitôt accusée, sera le premier coup dur de la décennie pour le régime de Damas. La résolution 1559 est adoptée par l'ONU et la Syrie est la cible de sanctions américaines et européennes. En 2006, la guerre du Liban a pour objectif de détruire la résistance libanaise et d'affaiblir le régime syrien mais, à la surprise du monde entier, Israël est vaincu.

Les événements actuels s'inscrivent dans ce même schéma et les Américano-sionistes profitent du courant de révolte qui traverse les pays arabes pour forcer le changement en Syrie, ce malgré le peuple syrien. Tout indique une manipulation extérieure dans les événements en cours.

La main étrangère

Les Américains n'ont pas attendu longtemps avant de revendiquer leur implication dans la violence en Syrie. Le 2 Avril 2011, l'adjoint au Secrétaire d'État américain aux affaires étrangères déclare dans une conférence de presse que « la Syrie pourrait retrouver à nouveau son calme et sa stabilité si elle répond aux exigences qui lui ont été transmises ». Les exigences en question sont passées par les arrières-cours de la diplomatie mais elles ne sont pas nouvelles. Déjà en 2003, lors de l'invasion de l'Irak, Colin Powell envoyé de Bush, croyant que maintenant que l'armée américaine était aux frontières syriennes Bachar al-Assad serait effrayé, avait débarqué à Damas avec une feuille récapitulant les exigences américaines : ne pas soutenir la résistance irakienne ; stopper tout soutien à la résistance libanaise ; fermer les bureaux de la résistance palestinienne à Damas et enfin rompre les liens avec l'Iran. La Syrie aurait pu devenir l'enfant gâté des Américains au Moyen-Orient si elle avait répondu positivement mais c'aurait été au prix de son asservissement à la volonté expansionniste et dominatrice d'Israël dans la région.

La déstabilisation de la Syrie et du Liban figurait sur l'agenda israélo-américain et sur celui de l'Otan depuis ces dix dernières années : selon le commandant général de l'OTAN l'Américain Wesley Clark, 2001 a vu la mise en place d'un plan quinquennal pour envahir sept pays (en commençant par l'Irak puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie et le Soudan) de la région et redéfinir la carte du Moyen-Orient (Le Nouveau Moyen-Orient selon les termes de l'alors Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice).

Dans son livre « Gagner les guerres modernes » le général Wesley Clark écrit ainsi :

« En novembre 2001 alors que je repassais au Pentagone et en posant la question de l'Irak à un haut officier de l'armée américaine, celui-ci me dit : "Oui nous sommes toujours en route vers l'Irak". Et d'ajouter avec un ton plein de désagrément : "Mais il y a plus : ceci (l'Irak) a été discuté dans le cadre d'un plan plus général de campagne contre sept pays : Irak, puis Syrie, Liban, Libye, Iran, Somalie et Soudan". »

Cette discussion a également été relatée par le général Clark dans une émission télévisée :

Il est tout aussi légitime de se demander pourquoi les affrontements armés sont intervenus dans des régions frontalières où il est plus facile de faire passer des combattants, des armes, de la drogue et de l'argent : il y a eu Daraa à la frontière jordanienne et israélienne, puis il ya eu Banyas et Tal Kalakh à la frontière libanaise et enfin récemment Jisr El Shoughour à 10 km seulement de la frontière turque. Ceci montre clairement à qui est de bonne foi que ces rébellions armées avaient bien pour bases arrières des pays étrangers frontaliers.

Et pourquoi, au fait, ces événements ne se sont-ils pas produits en même temps mais se sont au contraire succédés ? L'insurrection éclatait dans une ville lorsqu'elle était jugulée par l'État dans la précédente, comme pour signifier que quand les extrémistes sont neutralisés dans un point géographique donné et quand leur ravitaillement est coupé sur une frontière, ils se dirigent alors vers une autre frontière.

L'objectif est donc de déstabiliser la Syrie et de provoquer un « changement de régime » (traduire : pour implanter un régime soumis à Israël), ce par une insurrection armée infiltrée par des extrémistes islamistes. Les rapports sur des civils tués seraient utilisés pour légitimer une intervention sous le volet « droits de l'Homme » et en invoquant le devoir de « protéger les civils » : copie conforme de ce qui s'est déroulé - se déroule encore - en Libye. D'ailleurs, sait-on qui sont ceux qui se battent contre l'armée libyenne ; ceux que les médias appellent indécemment des « révolutionnaires » ? Sait-on d'où viennent leurs armes sophistiquées et leurs méthodes de combat en Toyota à la Taliban ? Car oui, ces groupes sont encadrés et entraînés par des combattants d'Al Qaida. Et puis sait-on enfin combien de civils les bombardements de l'OTAN ont-ils tué ? Mais tout cela importe peu aux éditorialistes pro-américains.

Et puis, si ce principe de protection des civils, des droits de l'homme et des droits internationaux est si important pour Sarkozy ou Obama pourquoi ne les entend-on pas lorsqu'il s'agit des Palestiniens tués - ou opprimés - par Israël ? Pourquoi ne les entend-on pas quand les résolutions de l'ONU sont bafouées par Israël ?

La propagande, la désinformation et le pilonnage médiatique

Toutes les preuves d'existence d'une rébellion extrémiste armée en Syrie est systématiquement niée par les médias et agences de presse occidentales et même certains médias arabes comme Al Jazeera ou Al Arabia qui ont déjà perdu leur crédibilité au Moyen-Orient.

Les civils tués sont systématiquement imputés au compte du régime négligeant toute preuve d'existence de tireurs embusqués tirant sur la foule.

Les massacres des hommes de l'armée et de ceux des forces de sécurité sont régulièrement omis et lorsque les images montrent les militaires massacrés et leur corps mutilés les médias mentionnent timidement l'événement qu'ils expliquent par une fable qui insulte à l'intelligence de l'esprit humain : la fable de l'armée tuant et mutilant les corps de ses propres soldats qui ont refusé de tirer sur la foule.

Le 17 avril dernier, huit membres des forces de sécurité sont égorgés dans un petite commune de la banlieue de Daraa. Le 8 Mai, 10 policiers sont froidement égorgés à leur tour à Homs. Le 7 Juin, 120 militaires et policiers sont attaqués dans leur caserne à Jisr Al Shoughour à la frontière turco-syrienne et décapités après avoir été tués. Al Jazeera et la

BBC ont préféré parler alors de 120 manifestant pacifistes tués par les forces de sécurité !

Toutes les vidéos (sans exception) diffusées pour soutenir la thèse d'une révolution populaire ne durent jamais plus de 15 secondes, c'est-à-dire pas suffisamment pour discerner ce que dit réellement l'image ; d'ailleurs souvent on ne voit que des pieds ou le ciel avec comme fond sonore des cris. Puis les ingénieurs de son y ajoutent un slogan et finalement le commentaire du journaliste, qui du reste, est bien habillé et a l'air honnête, anéantit tout esprit critique ou doute quant aux images montrées.

Et finalement, quand la bêtise dépasse toute imagination, les agences de presse s'excusent pour avoir commis des erreurs. Reuters, fin avril, publie un communiqué officiel d'excuse pour avoir fourni des vidéos des événements d'Irak ou du Yémen avec le sous-titre « a eu lieu en Syrie ».

France 24 diffuse un appel en direct d'une personne qui se fait passer pour l'ambassadeur de Syrie à Paris, et annonçant sa démission en direct en raison des atrocités commises. L'ambassadeur dément immédiatement et porte plainte contre la chaîne. Enfin l'AFP reconnaît pour la première fois - bien tardivement - la présence d'une rébellion armée en diffusant des photos le 18 juin.

Que valent les excuses quand chaque image et chaque titre incitent à plus de violence et à plus de sang versé, et encouragent les terroristes qui se voient dotés des moyens médiatiques les plus puissants... et ce gratuitement.

La Turquie : de l'ONU à l'OTAN ?

Si les positions américaine et britannique n'ont surpris personne car ces deux pays ont toujours été les premiers à soutenir les attaques contre le régime syrien, et si la position clairement hostile du gouvernement français s'inscrit dans l'inféodation de Sarkozy à Washington, le choc est venu de la Turquie qui, tel Judas, est passé du jour au lendemain du rôle d'ami fidèle à celui de prédateur affamé.

La dernière rébellion armée à Jisr al Shoughour, à la frontière turque, a indéniablement reçu le support logistique des Turcs ainsi que le montrent les équipements saisis sur les terroristes et leurs aveux : réseau de télécommunication à disposition des rebelles, armes et fonds ont transité par la Turquie. Des sources officielles affirment que les tentes avaient été plantées à la frontière il y a déjà deux mois pour accueillir les futurs réfugiés. Ceux-ci étaient donc attendus et les Turcs participaient à la préparation de ces événements. Pourquoi ? Dans le cadre de quel deal ont-ils monnayé leur relation avec la Syrie ? Et comment la carte des réfugiés va-t-elle être utilisée par Ankara et Washington ?

Les réponses seront certainement connues dans les quelques semaines à venir. Mais il est d'ores et déjà clair que la Turquie a toujours eu la nostalgie de l'empire ottoman et de sa domination et nous avons sous-estimé - ou enterré trop vite - l'alliance militaire de la Turquie avec Israël, son appartenance à l'OTAN (sous hégémonie américaine) et son désir de devenir membre de UE. Nos amis Turcs viennent d'ailleurs de se retirer du convoi humanitaire d'aide à Gaza.

Le revirement de la position turque et l'échec diplomatique américano-européen après les vétos russe et chinois à l'ONU sur une condamnation de la Syrie, l'acharnement de ces puissances coloniales (France et Grande-Bretagne) me poussent à penser que la Turquie

pourrait être utilisée comme base d'intervention de l'OTAN aux frontières syriennes.

La dénonciation incessante du sort des réfugiés syriens à la frontière turque et l'exagération médiatique autour de ces derniers suggèrent que le prétexte de l'OTAN utilisera pourrait bien être (comme en Libye) de nature humanitaire.

Les quelques semaines à venir seront donc cruciales.

Oussama Charabeh
Infosyrie.fr, 22 juin 2011.

Source :

<http://www.infosyrie.fr/re-information/le-colonialisme-des-temps-modernes/>

La source originale de cet article est silviacattori.net
Copyright © Oussama Charabeh, silviacattori.net, 2011

Articles Par : Oussama Charabeh

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca